

Libération

Vendredi 18 juillet
1975
N° 482

France : 1,50F
Suisse : 1,20 FS
Belgique : 15 FB
Hollande : 0,85 Florins

A LA
GUERRE
DES
POLICES

Une chance

Giscard au nom du libéralisme a donc pris la tête de la croisade antiportugaise. L'aide de 9 milliards de dollars que les Neuf devaient accorder au Portugal sera mise au placard, tant il est vraisemblable que les socialistes au pouvoir dans la plupart des pays d'Europe suivront le roi des Français.

Après 50 ans de dictature pour laquelle aucun de ces pays, de ces hommes qui les gouvernent, n'a bougé le petit doigt, l'Europe a choisi de boycotter un pays qui le moins qu'on puisse dire, est qu'il a recherché ces liens économiques et financiers avec les pays d'Europe.

Pourtant cette aide économique, comme toute aide économique n'était pas très pure. Comme ne l'était pas celle de l'URSS à Cuba, qui à coups d'importation de sucre, a réussi à transformer en peu d'années une révolution originale en « démocratie populaire ». Mario Soares avait parlé sans ambages au printemps dernier, à la suite d'un article de J.F. Revel dans l'Express « de plan Marshall de l'Europe pour le Portugal ». Sur le même modèle que le plan Marshall qui servit à reconstruire une Europe meurtrie, aux lendemains de la deuxième guerre mondiale, dans l'orbite américaine.

A Rio Major, au nord de Lisbonne, lorsque les villageois ont la semaine dernière mis à sac les locaux du PC, le responsable du PS interrogé par l'envoyé du Monde donnait comme motif à cette haine, le fait que les communistes entraînaient les investissements européens au Portugal. Le Parti de Mario Soares vivait de cette « espérance » d'investissements.

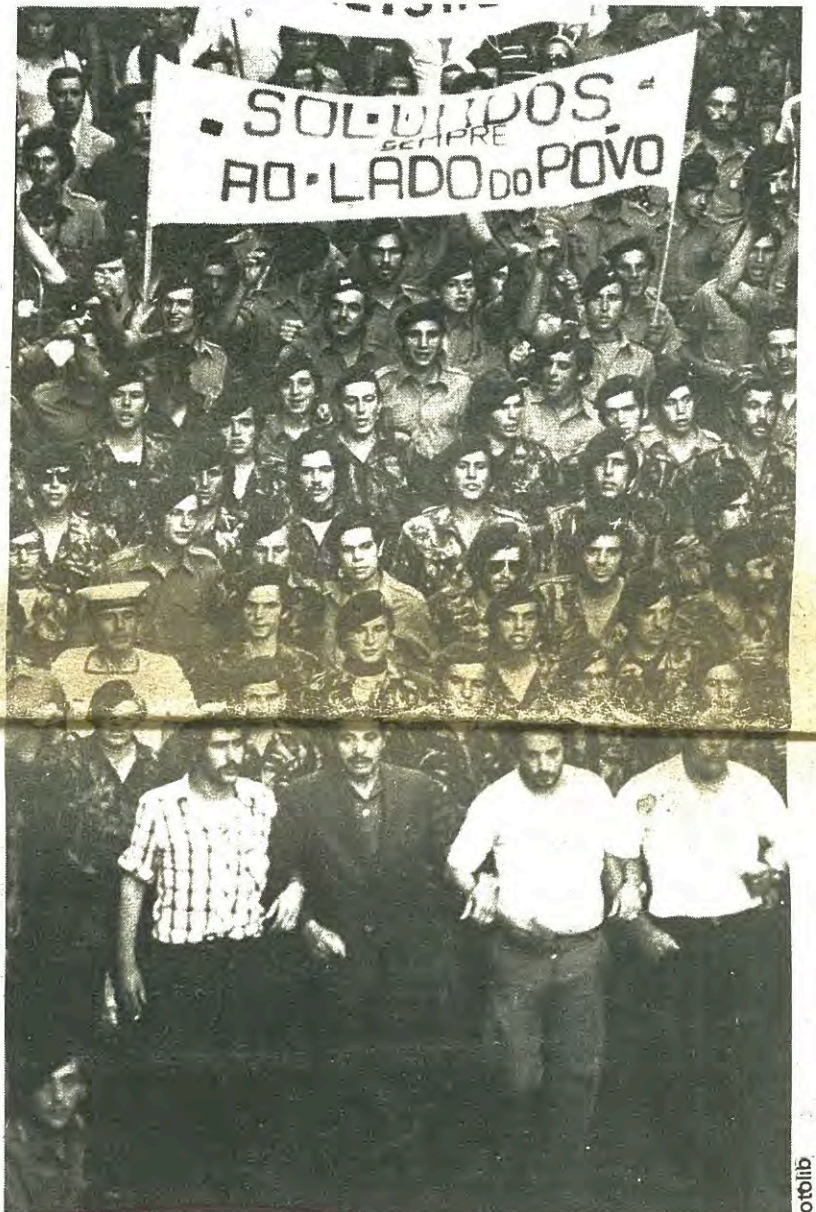
Pas de développement économique et pas d'investissements, sans Soares. De cette position clé le parti socialiste avait su faire un programme politique.

Cette page tournée, le nouveau gouvernement, et le MFA en tireront-ils toutes les conséquences ? L'Europe de Schmidt et de Giscard ne toléreront pas des organes de pouvoirs populaires à leurs frontières, « des soviets » à la mode portugaise. C'est pourquoi la seule chance économique et politique du Portugal, la seule chance de résoudre les problèmes posés par Martins Pereira dans la lettre de démission que l'on lira ci-contre consiste à prendre acte de l'embargo de Bruxelles et s'isoler de l'Europe, de construire une économie fondée sur l'autonomie, ne dépendant plus des investissements extérieurs.

S.J.

Initiative giscardienne à Bruxelles

PORTUGAL : L'EMBARGO DE L'EUROPE



Deux régiments de Lisbonne ont participé à la manifestation des commissions de travailleurs et de quartier

Il est environ 22 heures mercredi soir à Lisbonne lorsque deux chars du « Ral 1 la caserne rouge » de Lisbonne arrivent à San Bento, où siège l'assemblée constituante. 20 000 manifestants sont massés devant la Palais. Un bruit assourdissant un instant de silence dans la foule et trois autres blindés du Ral 1, font plusieurs fois le tour du parvis de San Bento. A nouveau quelques fractions de seconde d'incertitude « Nous

(Suite page 7)

«Libération» publie la lettre de démission du secrétaire d'Etat à l'Industrie

LA CRISE D'AUTORITE DU MFA

En quittant le gouvernement provisoire, les ministres socialistes condamnaient le gouvernement de coalition. Le PPD a suivi le PS dans l'opposition. Et la coalition née avec la marée d'oeillets rouges de mai dernier n'existe plus. Le conseil de la révolution a dissout ce qu'il en restait. Le président de la République, le général Costa Gomes l'a annoncé mercredi soir, aux membres du PPD. Et jeudi matin à 7 heures, après une nuit de délibération le conseil de la révolution a décidé d'assumer seul, et sans aucun parti, la totalité du pouvoir exécutif.

Ainsi en un peu plus d'un an, les officiers du MFA auront parcouru le long chemin qui les amenait, étape après étape, de la brousse africaine au pouvoir, à tout le pouvoir. Le 25 avril 1974, ils renversaient la plus vieille dictature européenne, pour mettre fin à la guerre coloniale. Ils ne participaient pas au premier gouvernement. Mais les manigances de Spínola, son pro-américanisme et surtout sa volonté de promouvoir une solution néocoloniale pour les anciennes colonies obligeaient les officiers à entrer au gouvernement, un gouvernement où siégeaient les trois principaux partis du pays, le parti communiste, le parti socialiste, et le parti populaire démocratique. Puis de crise en crise, ils ont été amenés à assurer à chaque fois, plus isolément le pouvoir. Pour avancer,

pour rompre avec les joues partisans, pour essayer de donner à l'exécutif une efficacité réelle. L'heure semblait enfin venue après la tentative spinoliste du 11 mars. Le nouveau gouvernement restait basé sur l'alliance de la coalition des partis, des militaires du MFA, alliance à laquelle se joignaient des personnalités compétentes, révolutionnaires et indépendantes. En particulier dans le secteur de l'économie, qui devait être le secteur clef du gouvernement provisoire.

L'intention du conseil de la révolution est de composer un gouvernement « apatidairre » avec évidemment les têtes de file du MFA — et la plupart des officiers qui sont actuellement en poste dans les ministères devraient garder leur portefeuille — mais aussi de nombreux civils. Ces civils sont présentés comme des « techniciens compétents et indépendants ». Déjà dans la capitale portugaise, on murmure les noms des huit « conseillers civils » du conseil de la révolution, dont la plupart sont d'anciens dirigeants du MES, qui avaient rompu avec « le mouvement de la gauche socialiste » l'hiver dernier, en désaccord avec ce parti sur la politique d'alliance jugée trop dépendante vis-à-vis du PCP. Parmi ces hommes, « l'emminence grise » du conseil, César Oliviera, actuel secrétaire d'Etat à l'information.

L'actuel secrétaire d'Etat à l'industrie, semblait répondre à tous les critères définis par le conseil de la révolution. Pourtant il ne fera pas partie du nouveau gouvernement, il vient de démissionner. Joao Martins Pereira est l'un des meilleurs économistes portugais. Militant révolutionnaire, partisan d'un socialisme autogestionnaire, décentralisé, partisan du « pouvoir populaire », il s'en va au moment où le MFA adopte le projet de « pouvoir populaire ». Entré au gouvernement en mars 1975, pour participer à la bataille économique, Martins Pereira a échoué. Pas personnellement. Dans une lettre transmise au président de la République et au premier ministre hier matin, remise également à la presse portugaise, Martins Pereira explique la crise portugaise. Il parle en « technicien compétent ». Et sa lettre est une analyse qui jette une lumière nouvelle sur les difficultés de la marche vers le socialisme. Critiquant sévèrement et le PS et le PC, Martins Pereira s'en prend surtout au MFA dont il critique les compromis qui — selon lui — bloquent toute évolution positive de la situation.

Libération verse cette analyse au dossier du Portugal. Elle est capitale pour comprendre les événements actuels. D'autant plus facilement que Martins Pereira est un ami.

Serge JULY

RIERE LES S MURS

ons qu'une demande d'annulation de certains décrets répressifs de la
llait être faite par des détenus (CAP), des avocats (MAJ et SAF) et des
Magistrature).

n prison continue; ainsi, nous recevons tous les jours des lettres de détenus
la situation dans telle ou telle prison ou qui nous expliquent les nombreux
matiques, auxquels ils sont confrontés.

ré de-
74 pour
gous. Je
rimaire,
nts : un
ille de 7
ue que
(l'admi-
nt tou-
parloir
e puise
e à sa
mandes
provisoi-
refusées.
donnez-
os com-
lâche).
depuis
5 mai
ge d'ins-
puet de
omis à
teur de
me que
finie et
d'ici un
t. Nous
et 1975.

F. Ventura, prévenu
37315 D5 D2 15, prison
de Fleury Mérogi.
91705.

JEAN BERNARD
BLUZAT

Incarcé lui aussi à
Fleury Mérogi, il nous a
envoyé la lettre qui suit :

Voici les faits :

Incarcé le 30.11.1970
(soit depuis près de cinq
ans), à Meaux sous l'incul-
pation de vol qualifié.

Arrêté le 27.11.1970.
Accusé d'un hold-up. Sévi-
ces physiques et moraux,
au cours de 48 heures
d'instruction ou d'interro-
gatoire dans les locaux de
la « Brigade anti-gang ».

Plusieurs fois condam-
né — 5 instructions en 55
mois de prévention — trois
juges d'instruction : Mes-
sieurs Bruni, Selgmann,
Mme Monique Placeb.

Le 20.12.1970 : pour
interrogatoire d'identité,
dans le cabinet du juge
d'instruction.

Le 21.7.1971 : reconsti-
tution des faits.

Juin 1972, juillet 1973,
(...).

où en
s ? Vos
avez-
un an :
la canti-
ion des
prison-
ar jour
travail,
s prou-
me du
adminis-

Ce que j'ai à vous dire
concerne plus particulièrement
l'information que vous donnez
selon laquelle un ancien mili-
tant du C.A.P. serait impliqué
dans l'affaire qui nous retient
en prison Noël Oagnier et
moi-même. Je démens formel-
lement et précise que dans l'in-
formation judiciaire ouverte
contre nous à la suite de cette

fusillade aucun militant ou ex
du C.A.P. ne figure parmi ceux
qu'il convient d'appeler pour la
circonstance nos adversaires.
Vous comprendrez toute l'im-
portance que j'attache à cette
mise au point et vous demande
de la publier afin de dissiper
toute équivoque.

Michel BEJAT

tes du peuple », « dissolu-
tion de l'assemblée consti-
tuante » sont les mots
d'ordre les plus repris...
Vers 11 heures du soir, les
blindés du Ral 1, avec leur
tête le major Denis de
Almeira, rentrent dans

la manifestation... La aussi,
et comme pour les militai-
res, du Ral 1, la décision
avait été prise aux voix et
en accord avec les commis-
sion de « *Moradores* » du
quartier (commissions de
locataires et de résidents).

d'ordre « MFA pouvoir
populaire », « *Unité popu-
laire contre la réaction* ».
plusieurs prises de parole :
à commencer par la lecture
d'un communiqué soute-
nant la lutte du peuple
angolais et son « *avant*

maintenant qu'ils ont eu
maintenant qu'ils ont eu
maintenant qu'ils ont eu

MFA » avaient crié les ma-
nifestants qui soutenaient
Mario Soares la veille. La
manifestation d'hier est le
plus beau démenti qu'on
pouvait imaginer...

José GARÇON Lisbonne



Fotolib

Lettre de démission de J. Martins Pereira secrétaire d'Etat à l'Industrie

LA CRISE D'AUTORITE DU MFA

Quitter le gouvernement, peu de jours
après que le parti socialiste ait pris la même
décision, présente le risque évident d'être
associé à cette organisation partidaria.

Quitter le gouvernement, lorsque l'on est
un des responsables d'un secteur important
de l'économie, au moment où la situation
économique est grave, et où l'on parle de
« bataille de l'économie », implique le risque
d'être accusé de désertion et de quitter la
barque au moment où elle coule...

Quitter le gouvernement, lorsqu'on est
connu comme partisan d'un socialisme très
décentralisé et d'une voie, où l'on accentue
les pouvoirs de contrôle des travailleurs, au
moment où le MFA approuve un « document
guide » sur le pouvoir populaire cela semble
incohérent et peut susciter des doutes, quant
à la sincérité des positions que j'avais prises
auparavant.

Quitter le gouvernement, au moment où
certains trouvent un intérêt à découvrir des
divergences au sein du ministère de l'indus-
trie, c'est exposer à voir les mêmes récupérer
cette décision à leur profit...

Quitter le gouvernement dans ces
conditions, signifie cependant un courage
politique, qui a tant fait défaut à certains
d'entre nous, alors que chacun était consi-
cient que plusieurs décisions capitales ne
pouvaient plus être ajournées.

Alors le seul et dernier service que l'on
puisse encore rendre, c'est d'expliquer publi-
quement et sans détours les raisons profon-
des de cet apparent suicide politique. Seuls
peuvent se permettre ce petit luxe, ceux qui
ne recevant pas d'ordres de partis, gardent le
privilege, mais aussi la vulnérabilité, de penser
par eux-mêmes.

SITUATION DES PARTIS ET PROJET POLITIQUE

C'est après le 28 septembr 1974 et surtout
au début de cette année, autour des
problèmes de l'unicité syndicale que la
question du « partidarisme » a commencé à
dominer la vie politique. Depuis elle n'a cessé
de s'aggraver.

Je fais allusion aux conflits surgis entre le
PS et le PC et qui se sont polarisés autour de
certains problèmes concrets : élections,
information etc...

Il serait trop simpliste et c'est courant, de
dire que l'un des deux partis s'insère dans le
courant révolutionnaire et l'autre pas. Encore
faudrait-il d'ailleurs distinguer dans le parti
socialiste, les bases et les « sommets ». Même
si cela peut être correct dans une
première approximation, c'est insuffisant
pour résoudre la question fondamentale qui a
plus de rapports avec les classes qu'avec les
partis.

Or le clivage entre ces deux partis, est loin
de correspondre à deux hypothétiques clas-
ses sociales qui se combattraient sans merci.
Il y a des ouvriers et des travailleurs de divers
secteurs, des éléments de la petite et de la
moyenne bourgeoisie qui se répartissent dans
les deux partis, même si les proportions ne
sont pas les mêmes. C'est pourquoi, le
« drame historique » de la révolution portu-

gaise, tient au fait que le bloc social
susceptible d'être mobilisé par un projet
socialisterrévolutionnaire, ne peut se confondre
rigoureusement avec les masses mobilisables
par l'un des deux partis. Comme tout serait
facile s'il en était ainsi...

Cette division partidaria correspond à une
coupe verticale qui sépare d'un côté ceux qui
pensent se reconnaître dans un « soi-disant
socialisme en liberté » délibérément indéfini,
et qui n'est plus que l'impossible mirage du
système que connaissent les riches social-
démocraties occidentales et d'autre côté ceux
qui se reconnaissent dans un « parti des
travailleurs » dont l'organisation, la discipline,
l'autorité leur promettent un nouvel ordre
socialiste.

Il en découle que les masses d'appui des
deux partis se trouvent polarisées par deux
projets politiques non seulement inconcilia-
bles mais irréalistes, (le premier au moins,
sans aucun doute).

Le bloc social devrait passer par une coupe
horizontale qui unisse une large majorité des
masses travailleuses et certaines fractions de
la petite et moyenne bourgeoisie (comme
force d'appui indispensable) autour d'un
projet politique viable et accessible. Mais
admettre cela, c'est aussi accepter ce qui en
découle. A commencer par le fait qu'un tel
projet politique, condition nécessaire de
l'avance du processus révolutionnaire, ne
peut être l'œuvre d'une quelconque coalition
« partidaria » dans laquelle on ne ferait que
 juxtaposer des projets incompatibles. En
conséquence de quoi, seule une force politique
au-dessus des partis pourrait imposer et
discipliner un tel projet. Enfin, et peut-être le
plus important, il est indispensable de prendre
conscience du mythe « peuple-MFA » et
comprendre qu'aucune révolution ne s'est
faite avec tout le peuple. On sait ce que
donnent les révolutions appuyées par de
faibles minorités : il faut donc gagner la
majorité du peuple. Mais il y a aussi à assumer
le fait, qu'on aura un partie du peuple contre
le processus. Et de nouveau se repose ici,
mais en terme de « peuple » « la question du
bloc social révolutionnaire ».

Il faut préciser qu'en parlant de « projet
politique », je ne me réfère pas à une
quelconque élaboration théorique a priori,
mais à l'exercice d'une pratique politique
cohérente — dans laquelle, il y ait une claire
distanctation vis-à-vis des projets partidaires
— et à laquelle le quotidien apporte les
éléments graduels d'une théorisation chaque
fois plus structurée. Une autorité politique
ainsi fondée se consoliderait par elle-même et
serait incontestable. —

Ceci est facilement compréhensible si nous
regardons la pratique « partidaria » : aucun
des partis n'a formulé avec précision son
projet politique, mais leurs pratiques se
l'inverse le dévoient clairement. D'un côté,
c'est le culte du vote, le parlementarisme, les
libertés dans l'abstrait, le refus du militantis-
me révolutionnaire, les appuis internationaux
qu'on cherche et avec lesquels on spéculé.
Les comportements etc... bref, un projet
effectivement de nature bourgeoise.

De l'autre côté, il y a le culte de l'appareil.
La politique de sommet, dogmatique, la
manipulation du langage stéréotypé, la
militante a-critique, la répulsion des expérien-
ces collectives et des pratiques de masses
non contrôlées, l'importance donnée à la
conquête de positions-clé dans tous les
secteurs, une fidélité de chien au mythe MFA
etc... Enfin la préfiguration d'un projet « etati-
sant » et « dirigiste » où la créativité des
masses n'a pas sa place.

LE MFA, LA CRISE ECONOMIQUE ET L'AUTORITE REVOLUTIONNAIRE

Et le MFA? Quelle est sa pratique politique?
En simplifiant, jusqu'au 11 mars, il lui a été
difficile, de se définir à cause de la présence
en son sein d'éléments spinolistes, qui consti-
tuaient un sérieux obstacle à une expression
claire, comme moteur du processus révolu-
tionnaire.

Le MFA a dû s'insérer en permanence dans
la logique de la division verticale du peuple
par les partis, ce qui ne lui a pas toujours
permis d'éviter des identifications qui enta-
chaient son image « d'autonomie et de
suprapartidarisme ». Il est certain qu'il a
toujours conservé une composante « populis-
te », d'où émanent ses actions les plus
profondément révolutionnaires, mais cela est
toujours apparu davantage comme un « ro-
mantisme révolutionnaire » qui caractérise
toutes les révolutions, ce « romantisme »
étant, condamné en définitive par les contin-
gences de la lutte de classes.

La pratique du MFA est apparue à divers
reprises comme contradictoire et cela a été
aggravé par la création, au fur et à mesure, du
déroulement du processus, d'une multiplicité
de centres de pouvoirs effectifs, chacun
orientant son action en fonction d'une straté-
gie partidaria ou en réaction contre elle.

Ainsi, un même responsable peut prendre
des positions opposées en fonction des
circonstances : l'image de ces contradictions
est donné par le ministre de la communication
sociale (1), qui n'hésite pas à accorder une
interview à un journal qu'il qualifiait une
semaine auparavant d'« anti-national » mais
que plusieurs semaines avant, il estimait
publiquement comme « méritant toute sa
considération »...

Cette situation ne serait pas dramatique si
nous avions toute la vie devant nous. Il n'en
est pas ainsi. La dégradation des mécanismes
économiques, les difficultés d'une phase dans
laquelle on cherche à détruire les rapports
capitalistes, mais où l'on est encore loin du
socialisme, ont déjà été analysées.

Il faut faire face, au problème du chômage,
de l'absence de marchés, des reconversions
nécessaires, du déficit de la balance des
paiements, des boycottages cachés ou
ouverts, de la faiblesse des moyens de
paiements : tout cela exige une discipline que
la majorité des Portugais n'a pas connue

depuis le 25 avril. L'adoption des mesures,
que seule une autorité révolutionnaire incon-
testée a le droit et le pouvoir de prendre
s'impose. Le MFA, conscient de cette
situation n'a pas réussi à formuler la réponse.
Le plan d'action politique a constitué un
nouveau compromis au moment justement
où un compromis devenait plus dangereux
encore. Le MFA a encore fait confiance aux
partis, à une équipe économique à laquelle il
reconnaît compétence et conviction révolu-
tionnaire. Mais le plan d'action politique ne
pouvait faire plus que de préparer la nouvelle
crise politique.

On dira qu'entre temps, le MFA a adopté le
document-guide sur le «pouvoir populaire».
C'est vrai : et il s'agit d'une passionnante
préfiguration de ce que pourra être un jour la
société socialiste. C'est important mais la
concrétisation d'un tel projet passe malheu-
reusement par les trois ou quatre prochains
mois. Pour dépasser cela, il aurait fallu que le
MFA fasse publiquement une profonde
auto-critique. Il aurait été décisif qu'il se
prononça publiquement pour une sévère
condamnation du parti socialiste qui, en
pleine crise politique, menace de paralyser
entièrement le pays. Même chose pour le
parti communiste, qui le 4 juillet a créé
artificiellement un climat de tension qui
présuait presque une guerre civile (pourquoi
avoir peur de ces mots ?). Il aurait été
important de sacrifier quelques têtes pour
retrouver un prestige qu'il considère lui-même
comme entamé.

Face à tout ceci, que peut un secrétaire
d'état à l'industrie ? Garder calmement sa
place, entretenant l'idée sécurisante d'une
industrie qui « est en de bonnes mains ». Le
problème n'est pas que l'industrie soit ou non
dans de bonnes mains. L'industrie « tiendra »
le jour où l'économie tiendra et ce jour là se
« tiendra » le processus révolutionnaire lui-
même. Or cela ne peut se faire que politique-
ment, au plus haut niveau, c'est-à-dire du
MFA. Et cela n'est possible pour le MFA
qu'en affirmant clairement son autonomie
révolutionnaire. Autrement dit, on pourrait
peut être « tenir » l'économie au prix d'une
action répressive qui serait d'autant plus dure
que le temps passerait.

Même si l'on admet que le MFA en
l'absence d'autre alternative, n'en arrive pas
là, les chances de réaliser dans ces condi-
tions, le programme de « pouvoir populaire »
s'amenuiseront beaucoup. Tant de mots ont
été prononcés, tant d'analyses savantes ont
été faites que je ne crois pas que les mots
suffiront à alerter et à me faire entendre par
les hommes du MFA. J'accepte ces risques :
je démissionne.

Joao Martins PEREIRA
Secrétaire d'Etat à l'Industrie
et à la Technologie

(Note) : La demande de démission a été faite
le 14 juillet. La décision en avait été prise
quelques semaines auparavant.

(1) Le commandant Jesuino

Le titre est de la rédaction de Libération.

Tchad : Mm libérée le 1er

Après un accord conclu
d'un groupe de maquis
et le gouvernement f
Claustre, détenue en otâ
le 1er août. C'est ce qu'a
chargé de mener les nég
Hissen Habré au nom c
Stephane Hessel s'est ref
l'accord et a reconnu ne
qui serait cependant en «
commandant Gallopin lui

Euskadi-Su mort contre et Otaegui

Selon le quotidien es-
procureur militaire de Bur
mort contre les basques
accusé de la mort d'un ge
accusé d'avoir donné asil
estime que le conseil de ç
prochainement. Les « av
basques sont décidés p
l'acquiescement. Par aille
connées d'être des indi
l'ETA qui ont battu le
d'autobus, ont été arrêtée
dans la province de Guip

URSS/USA : les Soviétiqu

Alors que les yeux du r
ballet Soyouz-Apollo, les
américain se poursuivent
millions de tonnes ven
rapidement s'acheminer
achats ont commencé à
mondiaux du blé (en 1\$
quadruplé à la suite de
tonnes de blé américain
qui va permettre de redre
ciale américaine pour le
l'économie US en récessi
une nouvelle fois, s'il
gouvernement soviétique
résolu les problèmes agric

USA : Vente record

Autre facteur de redre
commerciale US : les ven
satisfaction du complexe
de croissance essentiel po
les ventes d'équipements
progressé de 9 % cette
coquette somme de 9,045
pays du Proche Orient sont
« bénéficiaires » de ces ver
de canons du monde.

Réactions ap décision de S

Le secrétaire général de
recommande le maintien de
le Sinaï qu'il juge « esser
sauvegarder le calme, mais
atmosphère propice à la r
vue d'une paix juste. » De s
que la décision de l'Egypte
très mal choisi et qu'elle
Quant à Israël, il se dit dex
d'un nouvel accord de déses
que « si l'Egypte ne veut p
doit aussi respecter la
l'autorité de la force d'ur